

Les étudiants algériens, clés du changement

7 mars 2019, 20:02 CET



A Alger, le 5 mars 2019. Ryad Kramdi/ AFP

Auteur



Jean-Baptiste Meyer
Directeur de recherche (Centre Population et Développement), Institut de recherche pour le développement (IRD)

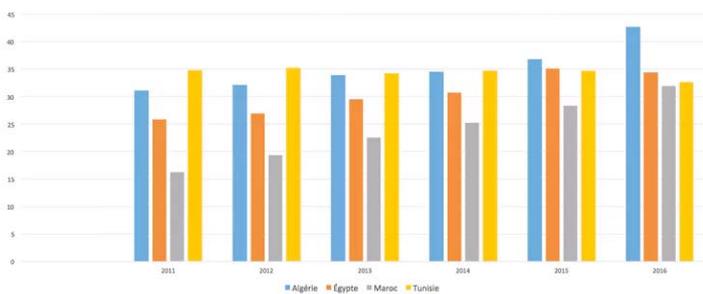
Les étudiants algériens ont un rôle clé, à double titre, dans les changements en cours et à venir de leur pays. Leur participation au mouvement de protestation est, en effet, déterminante pour sa dynamique. Mais cette population porte en elle, de surcroît, des transformations sociales profondes et à long terme.

Des effectifs multipliés par quatre

Les foules mues par les manifestations sont, à l'évidence, fortement composées de jeunes. Rien d'étonnant dans un pays où 53 % de la population a moins de 30 ans. Parmi eux, beaucoup d'étudiants – soit mélangés aux autres dans les cortèges, soit ostensiblement circonscrits par les forces de l'ordre, et reclus à l'occasion sur leur campus pour les empêcher de propager la contestation.

Une part importante et croissante de la jeunesse est inscrite dans l'enseignement supérieur. En seulement six ans, le taux est passé de 31 à 43 %, rattrapant puis dépassant rapidement celui de la moyenne mondiale (de 32 à 37 %), tandis que les pays voisins d'Afrique du Nord s'en approchent à peine aujourd'hui (graphique 1).

Taux d'inscription dans l'enseignement supérieur Algérie, Egypte, Maroc et Tunisie - 2011-2016



Unesco-UIS 2017, Author provided

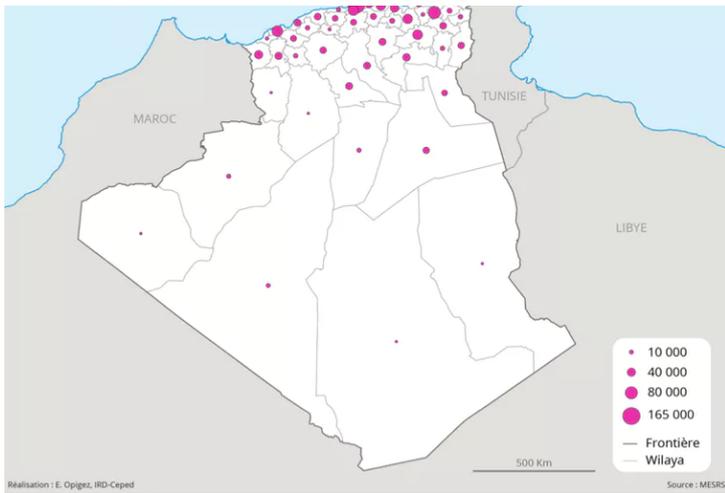
Sur les vingt dernières années, le nombre d'étudiants a été multiplié par plus de 4 fois, passant de 425 000 en 1999 à plus de 1,7 million aujourd'hui. Analogie intéressante : c'est exactement les facteurs – proportions et délais – caractérisant la France entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et les événements de mai 1968... induits notamment, selon d'éminents sociologues (Bourdieu, Boltanski et Chiappello, par exemple) par cette massification et démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur.

Une mobilisation nationale inédite

En Algérie, l'université est encore essentiellement libre et gratuite, largement subventionnée et décentralisée pour que tous puissent y aller. Sur l'immense territoire du pays (le plus grand d'Afrique), toute wilaya (circonscription administrative) possède *a minima* son établissement universitaire (carte 1).

TOTAL DES ÉTUDIANTS INSCRITS PAR WILAYA





MESRS 2017, Author provided

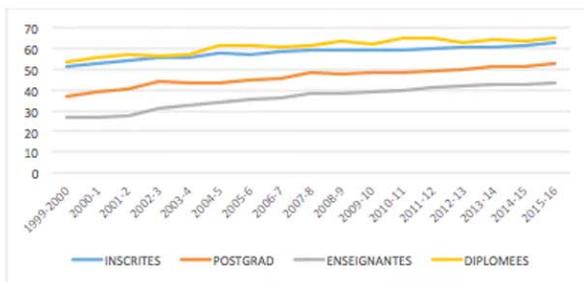
Cette homogénéisation sociale et territoriale peut contribuer à unifier des comportements culturels et politiques. Depuis le début du siècle jusqu'à aujourd'hui, les revendications étudiantes – nombreuses mais sporadiques, fragmentaires, catégorielles ou localisées (notamment souvent, mais pas seulement, dans les grandes métropoles et en Kabylie) – n'ont jamais débouché sur une prise de conscience nationale. Aux dires des personnels académiques locaux, les mouvements sont souvent phagocytés par les syndicats liés aux partis politiques et réagissant à leur agenda.

Depuis le 22 février 2019, tel n'est plus le cas et c'est essentiellement une coordination par les médias sociaux qui fédèrent les actions collectives, à l'instar de nombreuses révoltes contemporaines – « des printemps arabes » à celles des « gilets jaunes ». Et leur bourgeonnement concomitant en des régions éloignées atteste de convergences inédites.

La féminisation accélérée de l'université

La massification étudiante pourrait modifier en profondeur les comportements sociaux. Un aspect très visible (notamment dans les manifestations récentes), emblématique et non des moindres, est la féminisation de l'université. D'une représentation à peu près équilibrée entre les deux sexes en l'an 2000, la part des jeunes femmes parvient à atteindre aujourd'hui les deux tiers des effectifs étudiants. Comme ailleurs dans le monde, leurs succès aux examens sont en moyenne supérieurs à ceux de leurs homologues masculins puisque leur taux de diplomation est au-dessus de leur part numérique dans les inscriptions (graphique 2).

Graphique 2 : Proportion des femmes à l'université sur le total des : diplômés, inscrits, doctorants (postgrad) et enseignants (%)



Source : MESRS 2017

MESRS 2017, Author provided

En désagréant par niveaux, on constate même des évolutions très significatives. En début de siècle, les étudiantes s'arrêtaient à la licence. Rares étaient celles qui poursuivaient en master et qui réussissaient à en sortir avec le diplôme. Vingt ans plus tard, c'est le contraire : elles investissent ces formations et en sortent en majorité munies des qualifications attendues. Plus avant, leur proportion parmi les doctorants s'est accrue jusqu'à devenir, là encore, majoritaire depuis le début de la décennie (graphique 2).

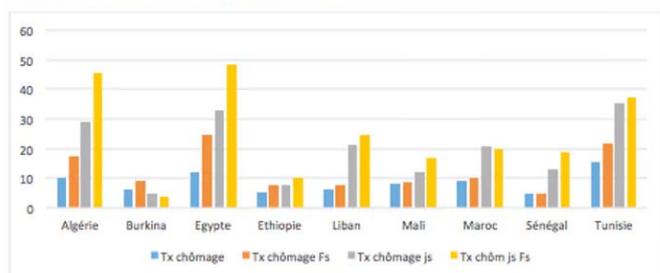
Il n'y a guère que sur une seule pierre qu'achoppe encore cette féminisation de l'université : celle de la profession enseignante. Les femmes sont minoritaires dans le corps enseignant et cette sous-représentation s'accroît avec le statut. Peu d'entre elles (20 %) atteignent le grade de professeur, alors qu'au niveau des maîtres assistants elles sont presque la moitié. Le plafond de verre existe bien toujours, mais il se fissure cependant par endroits : il n'est plus exceptionnel de rencontrer des femmes dans des positions académiques de responsabilité. Et, inexorablement, leur progression dans la hiérarchie se confirme d'année en année.

L'université s'avère ainsi être une voie où s'affirme la participation sociale des femmes et donnant accès à des positions de moins en moins subalternes. Ce n'est pas là une transformation mineure, même si elle demeure plutôt discrète. Les campus sont emplis de jeunes femmes dont un nombre croissant fourniront les cadres des entreprises et des administrations de demain... lorsque le marché du travail le permettra !

La question centrale de l'emploi

Or, en ce moment, ce dernier est extrêmement limité dans les débouchés qu'il offre à cette population jeune et aux attentes accrues par leurs qualifications formelles. Le chômage déclaré est très important, plus encore que dans la plupart des pays voisins, en développement ou émergents (graphique 3). Et en Algérie, mais pas seulement, c'est particulièrement le cas des jeunes femmes – ce qui explique, entre autres, leur mobilisation très active dans les contestations actuelles du modèle en place.

Graphique 3 : taux de chômage général, des femmes (fs), des jeunes (js) et des jeunes femmes (js Fs) au Maghreb, avec comparaisons Machrek et Sahel.



Source : BIT 2017

BIT 2017, Author provided

Le rejet de ce modèle ne date pas d'aujourd'hui. L'impasse économique et sociale dans laquelle se trouve le pays a été identifiée clairement. La prise de conscience du malaise étudiant et le sentiment de l'horizon bouché de la jeunesse s'expriment avec une intensité certes renouvelée mais guère nouvelle. Avec les acteurs eux-mêmes, les chercheurs locaux en ont notamment observé et décrit des manifestations, puis exploré et documenté des causes ainsi que des facteurs explicatifs.

Depuis les « printemps arabes », la région dans son ensemble est sous les projecteurs et les initiatives locales et de la coopération internationale s'associent à l'occasion pour comprendre les situations et trouver des solutions. Le projet *Sahwa* (éveil) mené par des équipes de recherche des pays « arabes » et soutenu par l'Union européenne a mis au jour à travers des enquêtes et travaux de terrain de nombreux facteurs explicatifs.

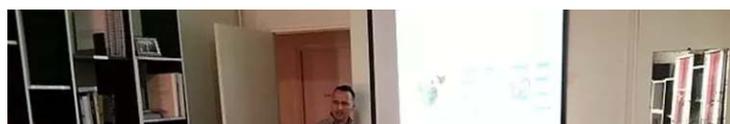
Derrière la grande complexité des choses, la question de l'emploi s'avère centrale. Sans surprise, elle est une préoccupation majeure des jeunes, car elle conditionne notamment leur dépendance : 80 % des 15-29 ans vivent chez leurs parents et sont célibataires. Leur projet de vie autonome est suspendu à la possibilité de trouver un emploi quelque peu stable et rémunérateur. Or sa relation à l'éducation et à la formation reçues apparaît comme un problème essentiel.

Des diplômés très critiques sur leur parcours universitaire

Une enquête pilote sur l'insertion des diplômés universitaires récemment menée par le Centre de recherche en économie appliquée au développement (CREAD) d'Alger, avec un soutien de l'Organisation internationale du travail (OIT), permet d'explorer cette question épineuse pour le cas algérien. Ces premiers résultats – partiels – révèlent que ces diplômés débouchent sur un emploi ou, à l'inverse, sur son absence dans une proportion équivalente (autour de 45 %, le reste poursuivant des études) après une recherche durant en moyenne près de 8 mois.

Les diplômés (âge moyen de 27 ans) se prononcent majoritairement de façon critique sur leur parcours universitaire qu'ils jugent inadapté et dont ils ressentent la nécessité de le compléter d'une formation pour assurer la transition vers l'emploi. Ils estiment pour beaucoup, en revanche, que le poste professionnel occupé correspond à leurs qualifications.

Une analyse plus fine menée par cette équipe du CREAD révèle que l'inactivité particulière affectant les jeunes femmes diplômées résulte d'une évolution macroscopique de l'emploi divergente de leurs formations dominantes et de leurs aspirations professionnelles. L'emploi traditionnel du secteur public, salarié, stable et de proximité, est celui auquel elles se sont souvent préparées mais sa régression s'accroît avec l'affaiblissement de la rente pétrolière.





Les étudiantes composent les deux tiers des effectifs sur les campus d'Algérie (ici à Oran). Bachounda/Wikimedia, CC BY-SA

Les jeunes hommes présentent souvent des choix de vie différents : plus exigeants sur le niveau de rémunération, ils acceptent des positions plus précaires, avec des conditions de travail instables, éventuellement dans le secteur informel, qui facilitent visiblement leur employabilité aux dépens de la sécurité.

Devant cette situation, les insatisfactions sont nombreuses et pointent l'urgence de changer de modalités. Le recours à la diversification de l'économie et à un profil productif plus intensif en activités liées aux savoirs est souvent invoqué. Il résoudrait de fait bien des problèmes du lien actuellement brisé entre formation et emploi, entre autres. Mais ce n'est pas une panacée, comme le démontrent des espoirs déçus de l'appliquer ailleurs déjà après le printemps arabe.

Une chose est sûre : il faut continuer et renforcer les efforts de connaissances sur et avec les jeunes et les universitaires locaux, pour chercher, expérimenter et développer les bonnes modalités.

Les étudiants – de par leur poids démographique, l'énergie dégagée de leurs aspirations aux changements sociétaux qu'incarne leur population – constituent un puissant vecteur de transformation immédiate et à venir. Il est heureux, en ce 8 mars 2019 d'évocation planétaire symbolique de la part féminine de l'humanité, de constater que les jeunes femmes algériennes en sont devenues d'essentiels protagonistes.

📌 chômage Afrique emploi universités enseignement supérieur étudiants Algérie Afrique du Nord femmes printemps arabe Maghreb contestation 

The Conversation France propose au quotidien une information de qualité, gratuite et indépendante. Soutenez cette initiative unique en faisant un don fiscalement déductible.

Faites un don